



(nouveau)Parti communiste italien

Comité Central

Site: <http://www.nuovopci.it>

Courriel: lavocenpci40@yahoo.com

Délégation du CC du (nouveau)Parti communiste italien

Adresse : BP 3 4, rue Lénine 93451 L'Ile St Denis
93451 Ile Saint Denis (France)

Courriel : delegazionecpnpci@yahoo.it

Communiqué CC 19/11 - 31 mai 2011

Faisons de chaque administration locale un centre de mobilisation des masses populaires pour constituer un gouvernement populaire d'urgence !

Avec les élections administratives, les masses populaires ont porté un sérieux coup à la bande Berlusconi et à la Cour Pontificale : continuons, élargissons et renforçons l'offensive !

Recueillir les résultats de la campagne électorale : promouvoir la multiplication et le renforcement des Organisations Ouvriers et des Organisations Populaires, développer le travail ouvrier du Parti, constituer des Comités clandestins du Parti !

Les Organisations Ouvriers et les Organisations Populaires peuvent constituer le Gouvernement de Bloc Populaire !

Opposons nous avec force à la réémergence des fantômes du passé, de Romano Prodi et de ses associés !

Ce ne sont pas Bersani et le centre-gauche qui sont l'alternative à la bande de criminels, fascistes, cléricaux et racistes rassemblée autour de Berlusconi : il y a vingt ans qu'ils alternent avec cette bande au gouvernement du pays, et ensemble, ils l'ont conduit dans le marasme actuel ! La condamnation de la FINCANTIERI est même leur œuvre ! Comme est aussi leur œuvre la participation de notre pays à la guerre impérialiste !

Seule la constitution d'un gouvernement populaire d'urgence peut renverser le cours des choses, sauver l'Italie et faire fraterniser notre pays avec les autres peuples et pays du monde entier !

Par la constitution de GBP, avançons dans la Guerre Populaire Révolutionnaire qui instaurera le socialisme et contribuons à la seconde vague de la révolution prolétarienne qui avance dans le monde entier !

Le déroulement et l'issue des élections administratives ont confirmé l'enseignement qu'avait déjà donné le mouvement syndical déchaîné par la résistance des ouvriers FIAT au plan Marchionne, dirigée par la FIOM (abstraction faite de tous les méfaits dont la FIOM s'est rendue responsable ces 40 dernières années et sur lesquels insistent les syndicats alternatifs, USB etc., jusqu'à s'interdire de profiter des potentialités du présent). L'enseignement est que lorsque des organismes et des personnages, qui sortent influents de l'histoire que nous avons derrière nous, appellent à la lutte, une partie importante des masses populaires est encore prête à se mobiliser, malgré le fait que les masses populaires de notre pays, dans les dernières décennies, aient plus d'une fois subi des défaites à cause de la trahison des groupes qui les dirigeaient.

Par leur pratique, les larges masses démentent la culture politique de la *gauche bourgeoise*, c'est-à-dire de ces partis, groupes et personnages que renient l'expérience du mouvement communiste et ne conçoivent pas d'autre monde au-delà de l'horizon des relations sociales bourgeoises, ne formulent pas et encore moins ne proposent et ne poursuivent des objectifs qui aillent au-delà des limites fixées par le marché, le système impérialiste, les relations sociales bourgeoises ; et donc ne se proposent pas d'objectifs réalistes et de quelque intérêt pour les masses populaires. La substance des sermons défaitistes de la gauche bourgeoise, distillés, saupoudrés et diffusés chaque jour par des journaux

comme *Liberazione* et *Il Manifesto* et par mille petits mais diffus canaux d'intoxication dont dispose encore la gauche bourgeoise, est qu'il n'y a rien à faire, qu'elle ne peut pas réaliser ses « sublime et généreuses aspirations », parce que les masses populaires sont arriérées, sont abruties par la propagande berlusconienne, sont corrompues, etc. etc. Et bien, la campagne électorale et ses résultats ont eux aussi démenti sensationnellement cette propagande défaitiste, par laquelle la gauche bourgeoise justifie sa veulerie et explique sa défaite. Les masses populaires ont abandonné la gauche bourgeoise, personnifiée sur le plan politique par le PRC, le PdCI, les fragments dérivés de leur explosion en 2008, parce que la gauche bourgeoise s'est révélée à l'épreuve des faits, en dernier lieu par son action dans le gouvernement Prodi -D'Alema-Bertinotti-Epifani, incapable de mener avec une quelconque efficacité une politique de quelque intérêt pour les masses populaires. Incapacité qui ne dépend pas des caractéristiques des individus, mais de la nature de la gauche bourgeoise : la gauche bourgeoise est par définition constituée de partis, de groupes et de personnages qui ne voient pas au-delà de l'horizon de la société bourgeoise (un exemple pour tous sont les propositions que Valentino Parlato a formulées par la bouche de Pierluigi Ciocca dans le *Manifesto* de dimanche 22 mai), et donc refusent et dénigrent l'expérience historique du mouvement communiste. Depuis qu'a commencé la seconde crise générale du capitalisme, et encore plus clairement depuis qu'en 2008 la crise du capitalisme est entrée dans sa phase terminale, cette gauche ne peut pas proposer le moindre objectif réaliste conformément aux intérêts des masses populaires, cède chaque jour plus à la droite bourgeoise sur tous les terrains, dans le meilleur des cas se range impuissante pour la conservation du passé pendant que la droite bourgeoise, celle extrême dirigée par Berlusconi en combinaison avec celle modérée réunie dans le PD, élimine l'une après l'autre les conquêtes de civilisation et de bien-être que les masses populaires avaient arraché à la bourgeoisie et au clergé dans le sillage de la première vague de la révolution prolétarienne mondiale.

Pour ces raisons, au-delà des éventuelles bonnes intentions de ses protagonistes, la gauche bourgeoise mortifie l'initiative des masses populaires, mortifie et disperse la gauche des masses populaires et laisse le champ libre aux groupes criminels, fascistes, racistes et cléricaux qui fomentent la mobilisation réactionnaire des masses populaires et la guerre entre pauvres ouvertement prêchée par Marchionne et Bossi. C'est précisément dans ce sens que les dernières élections administratives, comme la résistance des ouvriers FIAT contre le Plan Marchionne, ont montré et ont confirmé que la mobilisation révolutionnaire des masses populaires est encore possible, que le « nouveau fascisme » n'a pas encore vaincu (comme le soutient au contraire un front bariolé qui va d'Asor Rosa à Proletari Comunisti) et qu'il est encore temps d'en empêcher la victoire, que la première vague de la révolution prolétarienne a laissé un héritage important dans les masses populaires. Elles ont aussi montré et confirmé le grand enseignement que la question décisive est l'existence d'un centre influent de direction. À ceux qui disent qu'il n'y a pas les conditions pour la mobilisation révolutionnaire, nous communistes devons objecter et expliquer que ceci n'est vrai que dans le sens où il n'existe pas un centre influent qui la promeut. Donc, la question posée par nos objecteurs, pour qui est honnête et pratique, se traduit dans la question : existe-il parmi les groupes influents restants de l'histoire passée (syndicats, associations, fragments de la gauche bourgeoise) et parmi les personnages et les groupes de la société civile quelqu'un qui soit disposé à se mettre au service de la mobilisation révolutionnaire des masses populaires, ou devons-nous nous-mêmes, communistes, construire *ex novo* (donc avec les péripéties et le temps nécessaires) le centre influent dont la mobilisation révolutionnaire des masses populaires a besoin, c'est-à-dire, devons-nous subir le temporaire mais douloureux et destructif triomphe de la mobilisation réactionnaire ?

Le nouveau Parti communiste italien a lancé en 2008 le mot d'ordre de la constitution du Gouvernement de Bloc Populaire qui a pour programme les **six mesures générales**.

Notre Parti a lancé ce mot d'ordre parce qu'existent encore des groupes influents par l'histoire passée et des personnages

de la société civile que les Organisations Ouvriers et les Organisations Populaires peuvent induire à se mettre au service de la mobilisation révolutionnaire des masses populaires. Il est possible que les OO et les OP constituent un gouvernement d'urgence composé de personnes qui jouissent de leur confiance et qui sont décidées à donner forme et force de loi nationale, même si elles lèsent les intérêts et les habitudes et dégonflent les institutions du système impérialiste mondial et de son marché, aux mesures que cas par cas les OO et les OP concernées indiquent pour réaliser dans chaque cas concret les **six mesures générales** qui constituent le programme du GBP, un programme voué à faire front immédiatement aux effets les plus graves, destructifs et pressants de la crise générale (chômage, précarité, marginalisation, criminalité, désagrégation sociale, dégradation des services publics, destruction de l'appareil productif, crise morale et culturelle, destruction des conditions élémentaires de la cohabitation civile) et à entamer la renaissance du pays en collaboration avec les autres peuples et les autres pays.

Le déroulement de la campagne électorale et l'issue des élections administratives améliorent les conditions pour la constitution de GBP. Elles placent la lutte pour la constitution du GBP sur un terrain nouveau et plus favorable. Dans deux des principales villes de notre pays, à Naples et à Milan, et dans d'autres villes et centres plus petits ont été élues des Administrations Communales non seulement en rupture avec la droite bourgeoise coiffée par le couple Berlusconi-Bossi, mais également en rupture à Naples et en partielle rupture à Milan avec la droite modérée réunie dans le Parti Démocratique de Bersani. À Naples, De Magistris a battu le candidat du PD. À Milan, les primaires ont imposé au PD un candidat différent de celui qui la direction du PD voulait. L'élection des nouveaux maires s'est produite grâce à la mobilisation d'une partie importante de la gauche des masses populaires que notre Parti aussi a promu. Les deux maires élus, Luigi De Magistris et Giuliano Pisapia, se sont engagés à grande voix à placer le travail à la tête de leurs objectifs. Le nouveau Parti communiste a incité les organisations de la « caravane du (n) PCI » et toutes les organisations ouvrières et populaires à faire leur campagne électorale sous le mot d'ordre « un travail utile et digne pour tous » et à viser également, dans la campagne électorale, principalement à la création des conditions pour la constitution du GBP : multiplier le nombre de OO et OP et renforcer leur orientation et leur détermination à constituer le GBP.

Il s'agit maintenant d'exploiter et de valoriser les résultats de la campagne électorale. Chaque Administration Communale et en général chaque Administration Locale peut et doit devenir un centre de promotion du mouvement pour la constitution du GBP. Ce n'est pas un processus facile. Seule une lutte vigoureuse du Parti, des organisations liées en quelque mesure au Parti, des ouvriers avancés, de la gauche des masses populaires déterminera un semblable processus.

Si les nouvelles AC et AL se mettent à singer les anciennes, si elles cherchent à montrer qu'elles savent faire ce que les anciennes AC et dont AL voulaient faire mais ne réussissaient pas à faire ou disaient vouloir faire mais ne faisaient pas, si elles cherchent à employer l'appui populaire et le consentement dont elles jouissent parmi les masses populaires, pour imposer aux masses populaires les intérêts poursuivis par les anciennes AC et AL et leurs parrains, en particulier si elles cherchent à imposer aux masses populaires la loi et l'ordre avant de mobiliser au contraire les masses populaires pour réaliser le mot d'ordre « un travail utile et digne pour tous », les nouvelles AC et AL iront vers une complète faillite. A la grande satisfaction de Berlusconi qui le souhaite et le pronostique ouvertement, et du reste des sommets de la République Pontificale qui l'attend en silence et conspire hypocritement pour le provoquer.

Nous communistes devons nous opposer ouvertement et par tout moyen à ce développement. La faillite n'est pas tout à fait exclue, au contraire elle est une issue certaine si nous les communistes, les OO et les OP les plus avancées, les ouvriers avancés, la partie plus avancée des masses populaires, ne nous mobilisons pas avec énergie et intelligence pour imposer la réalisation du mot d'ordre « un travail utile et digne pour tous ».

Les sommets de la République Pontificale ont déjà posé de vastes préliminaires pour empêcher que les nouvelles AC et AL remplissent leur rôle historique et innovateur. L'issue triomphale des ballottages est aussi proportionnée à la

confluence sur les candidats gagnants, en particulier sur Pisapia à Milan et sur De Magistris à Naples, de la Confindustria et d'autres parties des sommets de la République Pontificale. Les sommets de la République Pontificale sont en proie à des contradictions incurables. La Confindustria, beaucoup d'organisations patronales, d'influents représentants des capitalismes industriels, bancaires et financiers veulent se défaire de la bande Berlusconi. Ils sont en difficulté parce que Berlusconi et les Organisations Criminelles dont il est le chef n'abandonneront pas le gouvernement pacifiquement : ils méditent donc d'utiliser les masses populaires pour s'en libérer. La bande Berlusconi ne réussit pas à maintenir l'Italie au niveau des autres pays impérialistes. Même la Cour Pontificale est dans une large mesure arrivée à la conclusion qu'il convient de s'en défaire.

Mais attention ! La confluence de parties importantes des sommets de la République Pontificale sur des candidats comme De Magistris et Pisapia est aussi un signal important : elle est la confirmation que si les OO et OP sont décidées à constituer leur gouvernement d'urgence et rendent le pays ingouvernable, les sommets de la République Pontificale avaleront le crapaud et s'adapteront, par transformisme, à la constitution du GBP, en adoptant la ligne bien connue de « tout changer pour que rien ne change (*le Guépard*), d'installer un gouvernement de gauche pour faire une politique de droite (Agnelli). C'est donc une leçon importante que nous devons assimiler pour profiter des manœuvres aux sommets de la République Pontificale mais les neutraliser à l'instant juste : rira bien qui rira le dernier !

Mais, dans l'immédiat, c'est aussi une manœuvre pour polluer et paralyser les nouvelles AC et AL. Bersani et compagnie ont fêté dans la rue l'issue de la campagne électorale qui a vu élire des candidats auxquels ils étaient opposés, et à la fête a même paru le fantôme de Prodi, le liquidateur de l'IRI et chef du gouvernement Prodi -D'Alema-Andreotti-Epifani. En somme, ceux qui depuis vingt ans gouvernent l'Italie en alternance et en collaboration avec Berlusconi et que, s'il démissionne, sont prêts à le protéger aujourd'hui comme ils l'ont protégé entre 1995 et le 2001 et entre 2006 et 2008. Leur présence dans les nouvelles AC et AL sera forte, soutenue aussi par la vieille bureaucratie, de nature à rendre incertaine l'orientation des nouvelles AC et AL. L'influence de la droite sur les nouvelles Administrations Communales et Administrations Locales est donc forte et dans l'ordre des choses.

En second lieu, d'ores et déjà en campagne électorale, divers candidats, à commencer par Pisapia, ont mis l'accent sur le fait que « le maire ne peut pas faire des miracles », que réaliser le droit au travail n'est pas dans les compétences des Administrations Communales. Et il est vrai que le système de la République Pontificale n'assigne pas la réalisation du droit au travail aux AC et aux AL : du reste elle ne l'assigne à personne, car le droit au travail est resté sur le papier de la Constitution de 1947. Il est vrai, en outre, que l'économie de chaque territoire dépend de manière déterminante de l'économie du pays entier. Si les nouvelles Administrations Communales et en général les nouvelles Administrations Locales partent des tâches qui la République Pontificale leurs assignent et se conforment à ces tâches, les nouvelles AC et AL seront, comme celles qui les ont précédées, les agents locaux de la politique antipopulaire du gouvernement central : comme le montrent les AL de la Ligue du Nord malgré les récurrentes tirades démagogiques de Bossi.

C'est précisément pour cela que les nouvelles AC et AL doivent rompre avec cette triste tradition des AC et des AL de la République Pontificale. Elles ne doivent pas réaliser les directives, les indications et les lois de son gouvernement central qui sont contraires aux intérêts des masses populaires. Elles doivent par contre mettre en œuvre des initiatives pour réaliser les intérêts des masses populaires, en premier lieu pour réaliser le mot d'ordre « un travail utile et digne pour tous », même si pour le faire elles devront mener leur activité en contradiction avec les directives et les lois du gouvernement central. Les nouvelles AC et AL doivent donner un contenu concret aux autonomies locales : ne pas utiliser le mot d'ordre de l'autonomie locale dans un sens démagogique comme Bossi et sa Ligue du Nord, mais le réaliser réellement, dans le sens de se faire les porte-paroles des intérêts des masses populaires de leur territoire et les

promoteurs de leur mobilisation et de leur organisation pour les réaliser, contre les politiques du gouvernement central émanation des sommets de la République Pontificale.

Au centre de l'action de chaque Administration Communale et de chaque Administration Locale doit se trouver la réalisation du mot d'ordre « un travail utile et digne pour tous ». Celui-ci est la base pour affronter tous les autres problèmes, y compris la sûreté, la délinquance, l'accumulation des déchets, le clientélisme, la corruption, le parasitisme, la discrimination, etc. etc. Une des fourberies de la République Pontificale et de ceux qui, consciemment ou non, la servent, est de disperser l'attention, dans la gestion de AC et en général des AL, sur mille et mille importants et justes problèmes : justes et importants, mais dérivés. Il est stupide et sans aucun sens de perdre du temps à étudier et discuter de ce qui est la juste solution pour chacune d'entre eux : la solution adaptée aux masses, les masses elles-mêmes la trouveront pour chaque problème lorsqu'elles auront la base pour s'en occuper et pour charger de s'en occuper les meilleurs experts en lesquels elles auront confiance : la base est un travail utile et digne pour tous. Les problèmes dérivés, sont impossible à résoudre sinon sur cette base : « un travail utile et digne pour tous ». Il est impossible d'éradiquer vraiment le clientélisme, le parasitisme, le milieu, la corruption, la marginalisation, l'ignorance et l'abrutissement, si on ne crée pas d'abord la base d'un travail utile et digne pour tous.

« Mais cette base est difficile à réaliser, impossible à réaliser ! » Difficile certainement, parce qu'en contradiction avec la nature du capitalisme, mais pas impossible dans l'absolu. Selon la nature du capitalisme, un prolétaire ne travaille que s'il valorise le capital, que si un capitaliste a intérêt à le faire travailler. C'est le monde à l'envers. Mais « un travail utile et digne pour tous » est ce dont il y a besoin pour avoir une société civile. Il est impossible d'intégrer les immigrés dans une société qui se désintègre ! Il est impossible d'imposer la légalité si la loi exclut et tue une partie importante des masses populaires. Dans une société socialiste, par contre, il y a de la place pour tous : chaque homme en plus est une tête et deux mains en plus, pas seulement un estomac en plus ! Pour le capitalisme non. Il n'en est pas ainsi.

« Mais une AC ne peut pas assurer un travail utile et digne pour tout ! ». Certes. C'est pour cela que chaque AC et AL doit s'engager et concourir avec toutes les autres AC et AL, à faire un gouvernement qui réalise cette base. Elle doit mettre parmi ses tâches, parmi ce qu'elle doit faire pour réaliser ses tâches, la mobilisation des autres AC et AL pour constituer un GBP. Elle doit s'activer pour faire naître partout dans le pays les conditions nécessaires pour constituer un GBP. Ce que chaque AC ne peut pas faire toute seule, elle s'engage à mobiliser le reste du pays et à créer les conditions nécessaires pour constituer un gouvernement national qui le fasse. Telle est la dialectique entre AC et GBP.

Dans son secteur et dans le reste du pays, chaque AC et AL doit employer l'autorité qui dérive de sa fonction et les ressources dont elle dispose pour promouvoir la mobilisation et l'organisation des masses populaires, pour multiplier le nombre des OO et des OP, pour renforcer leur orientation à constituer leur gouvernement d'urgence. Ce qu'une AC ne peut pas faire, peut le faire un gouvernement central qui soit l'émanation des masses populaire, le gouvernement d'urgence des OO et des OP, le Gouvernement de Bloc Populaire. Donc, chaque AC et AL doit employer ses réels pouvoirs de mobilisation des masses populaires de son territoire, ses ressources, ses réelles capacités de tisser des relations avec les autre AC et AL, son influence dans le pays entier pour renforcer le mouvement de constitution du GBP, par lequel elle réalisera les intérêts des masses populaires de son territoire que toute seule elle n'est pas en mesure de réaliser.

Les autorités de la République Pontificale (gouvernement, Magistrature, Police, etc.) destitueront les AC et les AL qui se comporteront de cette manière ? Bien sûres qu'elles seront tentées de le faire ! Mais si elles le font, elles ne feront qu'accentuer leur difficulté à gouverner du pays, renforcer la mobilisation des masses populaires et donc hâter la constitution du GBP. Pour gouverner, les pouvoirs forts doivent avoir un certain soutien ou degré de soumission et de résignation des masses populaires, une certaine « paix sociale ». Ceci est leur talon d'Achille. Nous devons en profiter !

Destituer les Administrations Communales de Naples ou de Milan parce qu'elles veulent assurer un travail utile et digne pour tous, sera une affaire bien différente que de destituer 500 administrations communales pour infiltration mafieuse. Naples et Milan sont deux villes d'importance nationale et capables d'exercer une action nationale.

Un maire, un président de province, une institution locale, quels que soient ses intentions et ses programmes, ne peut être autre chose qu'un agent local des sommets de la République Pontificale que s'il est soutenu par les OO et les OP et s'il se met à leur service, s'il subordonne son action au principe « un travail utile et digne pour tous », si pour ceci il est décidé même à enjamber, éluder et violer les lois, les règles et les prescriptions des autorités de la République Pontificale et de son gouvernement. De Magistris, Pisapia et quelque autre représentant que ce soit de la gauche bourgeoise ou de la société civile qui se retrouve à la tête d'administrations locales, peut jouer un rôle national et historique s'il se met à la tête de OO et de OP pour en réaliser les objectifs avec l'autorité qui dérive de la fonction dont ils sont investis. Si les autorités de la République Pontificale et son gouvernement osent destituer de semblables administrations, ce sera bien pire pour les autorités de la République Pontificale et son gouvernement : s'accroîtra leur difficulté à gouverner le pays, et s'amélioreront les conditions pour la constitution au niveau national du GBP et dans cette bataille OO et OP sélectionneront aussi les individus le mieux à la hauteur des tâches internationales et historiques du GBP.

Notre programme est le seul réaliste et praticable dans la crise du capitalisme qui s'aggrave. Il est le seul qui donne des résultats. Il ne propose pas et ne constitue pas une administration locale « meilleure que les administrations du centre-droite et du centre-gauche » sur le même terrain et dans l'accomplissement des mêmes tâches que se proposaient celles-ci. Les administrations de centre-droite et de centre-gauche ont montré qu'elles ont mené dans les grandes lignes la même politique. Ils ont joué le rôle d'agent locaux de la République Pontificale, ont assuré la gestion locale de sa putréfaction et de sa crise, ils ont eu et ont la fonction de souffre-douleur local du gouvernement central et de la Cour Pontificale. Accomplir mieux les tâches que les administrations de centre-droite et de centre-gauche ont accompli mal, signifierait être pire qu'elles pour les masses populaires : être légalitaire sans offrir un travail utile et digne, dresser les masses contre les masses, pousser la gauche des masses populaires qui s'est mobilisée pour les élire contre le reste des masses populaires. Cela signifierait se mettre comme les vieilles AC et AL à la merci des cercles d'affaires, des cliques et des Organisations Criminelles de la République Pontificale, de ses polices, de ses Forces Armées, de ses services secrets. Notre programme pousse au contraire les institutions locales à construire les conditions pour la constitution au niveau national du GBP, qui est le moyen pour apporter une solution immédiate, au moins aux effets les plus graves de la crise (chômage, précarité, marginalisation, dégradation environnementale et des services, dissolution de la cohésion sociale, parasitisme, racisme, etc.) et pour porter à un niveau supérieur la Guerre populaire par laquelle nous allons vers l'instauration du socialisme : l'unique solution définitive au marasme actuel.

Le Comité Central du (n) PCI demande à tous les Comités du Parti, à toutes les organisations de la « caravane du (n) PCI », à tous les communistes de bonne volonté et aux travailleurs avancés de se jeter avec élan dans la récolte des fruits de la campagne électorale, dans la récolte des fruits de la grève générale du 6 mai et des milles actions revendicatives et de protestation de cette période, dans l'action pour faire de nouvelles AC et AL des centres promoteurs du mouvement pour la constitution de GBP, pour renforcer les conditions pour la constitution du GBP, qui est la voie la plus directe, la moins destructive et la moins douloureuse pour avancer vers l'instauration du socialisme. Et de combiner ceci avec la mobilisation pour le succès des référendums du 12 juin.

Nous, communistes, devons avancer fermes dans notre stratégie : instaurer le socialisme par la Guerre Populaire Révolutionnaire, ce qui en Italie signifie instaurer étape après étape le Nouveau Pouvoir, la direction dont les masses populaires ont besoin pour résoudre leurs problèmes et progresser. En même temps, nous devons être flexibles dans la

tactique, pour mobiliser à chaque étape toute force disponible à l'accomplir avec nous, pour valoriser chaque groupe et personnage qui peut apporter une contribution, pour accomplir chaque pas en avant que la situation rend possible et qui crée les conditions pour le pas suivant. Être à l'avant-garde ne veut pas dire exclure les autres, empêcher celui qui a fait une erreur hier de faire une chose positive aujourd'hui : cela veut dire créer les conditions pour faire faire à chaque groupe et individu le meilleur dont il est capable. L'expérience et le bilan de l'expérience nous mèneront à une définition plus avancée et donc plus détaillée et précise de la Guerre Populaire Révolutionnaire que nous menons.

En avant vers la constitution du Gouvernement de Bloc Populaire !

**Le mouvement communiste renaît fort des leçons du passé,
des succès atteints et des défaites subies !**

Vaincre est possible ! Cela dépend principalement de nous !